



L'OTAN APRÈS LISBONNE

Modernisation de la défense, renforcement de la gestion de crise et élargissement des partenariats

Située sur la façade maritime de l'Europe et tournée vers l'Amérique, Lisbonne incarne la tradition transatlantique. Elle constituait dès lors un cadre idéal pour le sommet que l'OTAN a tenu les 19 et 20 novembre 2010. Il s'agissait lors de ce sommet de reconnaître comme tels les nouveaux défis de sécurité, de s'entendre sur les lignes de conduite à adopter face à ces défis et de nouer de nouveaux partenariats. En résumé, l'OTAN a examiné de près l'ensemble des dossiers en cours, et, à la lumière de l'évolution de l'environnement de sécurité, elle a mené une réflexion sur les principes qui sont les fondements de l'Alliance pour déterminer s'ils étaient encore pertinents. Cet exercice a débouché sur l'adoption à Lisbonne d'un nouveau concept stratégique : « Engagement actif, défense moderne ».



Ce nouveau concept stratégique va orienter les priorités politiques et militaires de l'OTAN pendant la prochaine décennie. Il stipule que l'Alliance doit être apte à défendre ses pays membres contre toute la gamme des menaces et capable de gérer les crises les plus difficiles. À cette fin, l'OTAN modernise ses capacités de défense et de dissuasion et adopte une approche globale de la gestion de crise, qui prévoit sa participation à tous les stades d'une crise. Elle se concentre par ailleurs sur l'élaboration d'une approche de la sécurité fondée sur la coopération, qui nécessitera une plus grande interaction avec un éventail plus large de partenaires, qu'il s'agisse de pays ou d'organisations internationales.

L'Afghanistan demeure la priorité absolue de l'Alliance. À Lisbonne, les dirigeants des pays de l'OTAN ont annoncé que le processus de transition qui, à terme, verra les Afghans assurer eux-mêmes leur sécurité, commencerait au printemps 2011. Ils ont aussi fixé à fin 2014 l'échéance du transfert aux Afghans de la pleine responsabilité de toutes les provinces et de tous les districts, sous réserve que les conditions sur le terrain le permettent. Afin que la coopération entre l'Alliance et l'Afghanistan s'inscrive dans la durée, les dirigeants des pays de l'OTAN et les dirigeants afghans ont également signé un accord de partenariat à long terme.

Une autre étape fondamentale a été franchie au sommet de Lisbonne avec la décision de développer une capacité de défense antimissile pour protéger les populations, le territoire et les forces de tous les pays européens de l'OTAN. En outre, les dirigeants des pays de l'OTAN ont invité la Russie à discuter des possibilités de coopération dans le domaine de la défense antimissile dans le cadre plus large d'un « redémarrage » des relations entre l'Organisation et la Fédération de Russie.

Les Alliés sont aussi convenus de continuer à examiner la posture générale de l'OTAN s'agissant de la défense et de la dissuasion, de renforcer les capacités de cyberdéfense, d'élaborer, à temps pour la réunion des ministres de la

Défense de mars 2011, une nouvelle directive politique devant permettre d'améliorer encore les capacités de défense et de mettre en œuvre le volet militaire du nouveau concept stratégique, et d'appliquer un plan d'action pour l'intégration, dans les opérations et les missions dirigées par l'OTAN, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité.

Les Alliés ont également décidé de poursuivre l'examen de la contribution de l'OTAN à une approche globale de la gestion de crise, qui conjugue l'utilisation d'un éventail plus large d'outils et une plus grande interaction entre les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les experts civils et les acteurs militaires. Cette approche est soutenue par le fait que l'Alliance continue d'adhérer aux initiatives relatives à la maîtrise des armements, au désarmement et à la non-prolifération, puisque, comme le stipule le concept stratégique, « l'OTAN cherche à assurer sa sécurité au niveau de forces le plus bas possible ». Les dirigeants des pays de l'OTAN se sont engagés à intensifier la coopération avec les partenaires actuels, tout en établissant des partenariats avec d'autres pays et organisations intéressés.

Il était donc opportun que ce sommet rassemble une large palette de dirigeants de divers pays et d'organisations intergouvernementales. Il y avait là les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance, le président de la Fédération de Russie Dmitri Medvedev, le président afghan Hamid Karzaï, des représentants de l'ensemble des 21 pays partenaires au sein de la FIAS, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne, ainsi que des représentants de la Banque mondiale et du Japon.

L'OTAN s'est aussi engagée dans un processus continu de réforme devant permettre à l'Alliance de gagner en souplesse, en efficacité et en efficacité. Les dirigeants des pays de l'OTAN ont demandé au secrétaire général et au Conseil de faire

progresser sans attendre le processus de réforme, qui prévoit le regroupement des agences de l'OTAN et l'établissement d'une structure de commandement plus efficace, allégée et plus abordable.

Enfin, les Alliés ont exprimé leur profonde gratitude, pour leur professionnalisme, leur sens du devoir et leur bravoure, aux hommes et aux femmes des pays de l'Alliance et des pays partenaires, qui sont plus de 143 000 à être déployés dans le cadre des opérations et des missions de l'OTAN. Les Alliés se sont engagés à soutenir les vétérans et ils ont décidé d'échanger, lorsqu'il y a intérêt à le faire, leurs meilleures pratiques.

Alors que l'environnement de sécurité évolue, l'Alliance doit demeurer une communauté sans pareille de liberté, de paix, de sécurité et de valeurs partagées. C'est avec cette ambition que les dirigeants des pays de l'OTAN ont adopté une série de nouvelles mesures destinées à améliorer l'exécution par l'OTAN des trois tâches essentielles énoncées dans le nouveau concept stratégique : la défense collective, la gestion de crise et la sécurité coopérative.

Défense collective

La tâche la plus immédiate de l'OTAN consiste à défendre le territoire et la population de ses pays membres. Pendant la période précédant le sommet de Lisbonne, les responsables de l'Alliance ont réfléchi à la question de savoir quel était le type de défense et de dissuasion nécessaire pour atteindre ce but.

Ils ont répondu que l'OTAN continuerait de fonder sa dissuasion sur « une combinaison appropriée de capacités nucléaires et conventionnelles », tout en ajoutant qu'il était « extrêmement improbable » que les conditions dans lesquelles l'arme nucléaire devrait être utilisée soient réunies et que l'OTAN

« ne considérerait aucun pays comme un adversaire ». L'OTAN maintiendra sa capacité de remplir sa tâche traditionnelle qu'est la défense collective tout en modernisant sa capacité de se protéger contre les nouvelles menaces et de les décourager. Les mesures prises comprennent le recensement et la mise en place de « capacités essentielles », comme les capacités de lutte contre les engins explosifs improvisés, les moyens de transport aérien stratégique et tactique, l'élargissement du système de défense active multicouche contre les missiles balistiques de théâtre, ainsi que des mesures destinées à renforcer la protection contre les cyberattaques et les attaques terroristes. Les dirigeants des pays de l'Alliance ont aussi demandé que des mesures soient prises pour lutter contre la prolifération des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive ainsi que contre la prolifération de leurs vecteurs. Sur un plan plus général, les Alliés ont annoncé qu'ils entameraient une revue de la posture de défense et de dissuasion qui tiendrait compte de l'évolution de l'environnement de sécurité.

Gestion de crise

Comme souligné dans le nouveau concept stratégique, les crises et les conflits au-delà des frontières de l'OTAN peuvent constituer une menace directe pour la sécurité des Alliés et donc nécessiter des déploiements hors zone. Les déploiements de ce type ont appris aux Alliés que les moyens militaires seuls ne sont pas suffisants pour gérer les crises et les conflits. C'est pourquoi l'OTAN a maintenant adopté une approche globale de la gestion de crise, en ce compris le travail de stabilisation et de reconstruction.

Un grand nombre de mesures sont envisagées, comme la création d'une petite capacité civile de gestion de crise, le renforcement de la planification civilo-militaire intégrée pour la gamme complète des crises et l'amélioration de la capacité de l'OTAN à former des forces locales dans des zones de crise.

Parallèlement à la mise en place de ces outils, des efforts seront faits pour approfondir la coopération avec les acteurs internationaux et les partenaires de l'OTAN, à qui il sera proposé davantage d'engagement politique avec l'Alliance « pendant tous les stades d'une crise - avant, pendant et après ».

Sécurité coopérative

Parfaitement conscients que c'est en coopérant avec des partenaires et des organisations internationales travaillant dans le même esprit qu'il convient de traiter les questions de sécurité transnationales, les dirigeants des pays de l'OTAN ont décidé de donner une nouvelle dimension aux partenariats en les rendant plus souples, plus inclusifs et plus ouverts.

Outre qu'elle encourage les efforts de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération, l'OTAN préconise de prendre toute une série de mesures concrètes destinées à inciter les partenaires à participer à ses activités. Il est question notamment d'intensifier le dialogue politique avec les partenaires, de tendre la main à de nouveaux partenaires partout dans le monde et de rationaliser les outils de partenariat afin que les partenaires puissent prendre part à toutes les activités et à tous les exercices en coopération. Simultanément, les travaux se poursuivront avec les membres du Conseil de partenariat euro-atlantique, les pays du Dialogue méditerranéen et de l'Initiative de coopération d'Istanbul, les partenaires dans le monde ainsi que, en particulier, la Russie. À Lisbonne, le Conseil OTAN-Russie (COR) s'est engagé sur la voie d'un véritable partenariat stratégique entre les Alliés et la Fédération de Russie. Le COR a approuvé la revue conjointe des défis de sécurité communs du XXI^e siècle, recensant nombre de questions importantes qui présentent un intérêt pour l'OTAN et pour la Russie et que les deux parties devront examiner ensemble, notamment la lutte contre le terrorisme, contre les stupéfiants et contre la piraterie. Par ailleurs, l'OTAN et la Russie ont décidé de mener une réflexion sur leur

coopération future dans le domaine de la défense antimissile et de continuer le dialogue sur une évaluation conjointe des menaces liées aux missiles balistiques. L'accent a aussi été mis sur un approfondissement de la coopération avec l'ONU et l'UE. Les responsables de l'Alliance ont souligné qu'ils étaient « déterminés à améliorer le partenariat stratégique OTAN-UE » et ils ont engagé le secrétaire général à continuer de travailler avec la haute représentante de l'UE.

Enfin, la porte de l'OTAN reste ouverte à toutes les démocraties européennes qui partagent les valeurs de l'Alliance et qui sont désireuses et capables d'assumer les obligations liées au statut de membre, en particulier les pays de l'ex-Yougoslavie. Les dirigeants des pays de l'Alliance ont rappelé qu'ils s'étaient engagés à adresser une invitation à l'ex-République yougoslave de Macédoine* dès qu'une solution mutuellement acceptable aurait été trouvée à la question du nom.

Réforme de l'OTAN

Ces tâches fondamentales essentielles - défense collective, gestion de crise et sécurité coopérative - exigent que l'Alliance s'adapte en permanence. En période d'austérité et de contraction des budgets militaires, l'Alliance doit faire plus avec moins, sans toutefois sacrifier ses capacités. À Lisbonne, les dirigeants des pays de l'OTAN, en s'appuyant sur les efforts faits précédemment, ont mis au point un train de réformes ambitieuses, notamment la revue de la structure de commandement de l'OTAN et des agences de l'OTAN, la réforme globale de la gestion des ressources et la réforme du Siège. Les dirigeants ont salué les progrès accomplis dans la mise en place d'une structure et d'une organisation qui soient les mieux à même de fournir en temps utile des avis éclairés permettant au Conseil de prendre des décisions.

Les Alliés ont notamment arrêté un cadre pour la nouvelle structure de commandement de l'OTAN, qui sera plus efficace,

d'un coût plus abordable et dotée de forces plus facilement déployables sur le terrain. La nouvelle structure entraîne une diminution importante du nombre des quartiers généraux et une réduction des effectifs de 35 %, soit au moins 5 000 postes. La décision finale sur la nouvelle structure de commandement de l'OTAN, y compris son implantation géographique, sera prise courant 2011. La réforme des ressources servira de base aux efforts plus vastes de transformation. Les dirigeants ont aussi approuvé la rationalisation des agences de l'OTAN et leur regroupement en trois entités.

Vers l'avenir

Les responsables de l'Alliance sont conscients que la sécurité a évolué depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Le sommet de Lisbonne a été l'occasion pour l'Alliance d'afficher sa ferme volonté de contrer les nouvelles menaces et de cultiver des relations pouvant aider l'OTAN à accomplir avec succès les tâches ambitieuses qu'elle s'est fixées.

* La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.



Division Diplomatie publique de l'OTAN
1110 Bruxelles
Belgique
natodoc@hq.nato.int
www.otan.nato.int